



**Syndicat National Unitaire**  
des **INSTITUTEURS, PROFESSEURS des ECOLES et PEGC**  
Section des Alpes de Haute Provence

Appt 202, les Hauts de Clubières, 04600 Saint-Auban  
04 92 62 64 72 fax : 04 92 32 56 33  
snu04@snuipp.fr



**CTSD 29 janvier 2019**  
Déclaration liminaire

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Notre budget dans le premier degré demeure une nouvelle fois inférieur de 15% à la moyenne des 20 pays de l'OCDE qui présentent les mêmes caractéristiques que le nôtre. Ce ne sont pas les miettes lâchées par le ministère et dont se gargarisent vos homologues du 84, du 13 et le SG du recteur, qui changeront quoi que ce soit. Épargnez-nous donc leur rhétorique indigeste, aujourd'hui comme lors du prochain CDEN. Restons sur un registre d'arguments respectueux de nos interlocuteurs et des usagers du système.

Si nous gageons que vous avez su, en vous appuyant notamment sur les arguments que nous développons ici depuis des années, défendre l'intérêt des élèves de notre département auprès du recteur en obtenant une dotation moins mauvaise que celle pressentie, nos inquiétudes persistent car cette dotation ne suffira pas à améliorer significativement les résultats de nos élèves.

Avec un reste de 3,25 postes de réserve seulement dans votre projet initial, dont nous ne comprenons pas totalement comment elle est dégagée structurellement, quelle est la place laissée à la concertation ? Est-ce lié à votre départ annoncé, ce que nous pourrions encore comprendre, ou bien à la nouvelle conception de la négociation collective portée par le ministère ? Sachez qu'en tout état de cause, nous n'accepterons plus à l'avenir une telle façon de travailler.

Sur le fond, cette dotation ne permettra pas de baisser les effectifs là où c'est nécessaire, ne permettra pas de mettre en place non plus certains dispositifs pourtant essentiels à un fonctionnement apaisé de notre institution, nous le regrettons une nouvelle fois. Et puis au-delà de la dotation, c'est l'approche pernicieuse de notre gouvernement et sa politique en matière de recrutement, de statut et d'affectation sur les postes financés que nous dénonçons car cela dégradera fortement les droits des personnels et les conditions d'apprentissage de nos élèves.

En conséquence et vous l'aurez compris, nous déplorons le manque d'ambition de notre pays concernant le premier degré. C'est là que l'effort doit porter si nous voulons vraiment réduire les inégalités. Il s'agit d'un choix politique et celui qui est fait en dit long sur les intentions du pouvoir.

Les représentants du SNUipp / FSU vous remercient pour votre écoute.